
ENQUETE PUBLIQUE

DÉCLASSEMENT ET ALIENATION D'UNE PORTION DE VOIE « RUE PHILIPPE LAMOUR »

NOTICE EXPLICATIVE

I. Contexte

a) Précédente enquête publique

La voie « Rue Philippe Lamour » supportait à demeure un pont-bascule pour véhicules appartenant à la société Union des Distilleries Méditerranéennes (UDM). Celui-ci empêchait la circulation publique à cet endroit.

De plus, d'autres poids-lourds utilisaient cette voie et rencontraient des difficultés pour effectuer un demi-tour dans cet espace non prévu à cet effet.

Ces faits portant atteinte à la sécurité publique, un projet de déclassement a été soumis à enquête publique du 14 mai au 28 mai 2018.

Le commissaire-enquêteur ayant émis un avis favorable au projet, le conseil municipal, par délibération n°2018/04/637 en date du 25 juin 2018, a approuvé le déclassement d'une portion de la voie communale de la « rue Philippe Lamour », en vue d'une cession à la société « Union des Distilleries Méditerranéennes ». Par suite, la cession a été réalisée.

b) Nouvelle enquête publique en vue du déclassement d'une portion de voie supplémentaire

La société UDM sollicite la cession d'une portion de voie supplémentaire afin de permettre à son personnel de descendre en toute sécurité de la bascule.

En effet, il s'avère que la surface de 353m² du pont-bascule ayant fait l'objet précédemment d'un déclassement, ne prend pas en compte l'espace de manœuvre des chauffeurs pour descendre en sécurité de leur véhicule. L'ouvrage se trouve en bordure de la voie « rue Philippe Lamour ». L'absence de zones de sécurité autour du pont-bascule génère des risques d'accident lorsque les chauffeurs descendent de leur véhicule.

A ce titre, le conseil municipal, par délibération n°2019/06/087 en date du 3 juin 2019, a approuvé la conclusion d'une convention avec l'Union de Distilleries de Méditerranée (UDM), prévoyant la cession d'une portion de voie supplémentaire. Cette nouvelle cession permettra de prendre en compte l'espace de manœuvre et d'usage du pont-bascule et d'assurer la sécurité des usagers de la route et du personnel de l'UDM.

Afin de permettre la cession de la voie, il est nécessaire de procéder au déclassement de celle-ci. Ce déclassement doit au préalable, être soumis à enquête publique.

Ainsi, par délibération n°2019/07/117 en date du 8 juillet 2019, le conseil municipal a décidé d'engager la procédure de déclassement d'une portion de voie « rue Philippe Lamour ».

Le Maire, par arrêté n°2019/12/2103 en date du 26 décembre 2019 fixe les conditions d'ouverture de l'enquête publique et nomme le commissaire-enquêteur.

II. Déclassement d'une portion de voie communale.

La portion à déclasser représente une contenance de 127m². Elle longe la parcelle nouvellement cadastrée section AB n°433, utilisée dans la gestion de l'ouvrage appartenant à l'UDM (cf. plan joint).

Cette voie communale étant de compétence communautaire, la Communauté de Commune de Petite Camargue, par délibération n°2019/06/79 du 26 juin 2019, a reconnu que la portion de voie ne présente plus d'intérêt communautaire.

Par ailleurs, la portion de 127m² de voie communale à déclasser, constitue un espace d'usage et de manœuvre pour les véhicules utilisant le pont-bascule et réduisant ainsi la superficie de la voie ouverte à la circulation. Cet espace n'est donc de fait, plus affecté à la circulation publique et ne présente pas d'intérêt justifiant son maintien dans le domaine public communal.

En outre, la voie ouverte à la circulation est réduite au point le plus large de 2 mètres et au point le moins large de 0,46 mètres, ce qui porte sa largeur à 8,50 mètres. Elle conserve ainsi des dimensions conformes à son usage et au bon fonctionnement de la circulation dans une zone industrielle.

Considérant d'une part, que les conditions de circulation sont conservées, et d'autre part, qu'il apparaît nécessaire d'assurer le maintien de la sécurité publique des usagers de la voie, ainsi que celle du personnel de la société « UDM », il doit être procédé au déclassement de la portion de voie « rue Philippe Lamour ».

En conséquence, au regard de ce qui précède, le déclassement et la cession de cette portion de voie à l'UDM peuvent être envisagés.

Par convention, il a été acté que le propriétaire riverain (UDM) prendra à sa charge l'ensemble des frais d'enquête publique et des frais préalables au transfert de propriété.